



**HAL**  
open science

## Les militants français à l'école de Moscou dans les années 1960 et 1970

Paul Boulland

► **To cite this version:**

Paul Boulland. Les militants français à l'école de Moscou dans les années 1960 et 1970. Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste, May 2007, Paris, France. halshs-02266225

**HAL Id: halshs-02266225**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02266225>**

Submitted on 13 Aug 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Les militants français à l'école de Moscou dans les années 1960 et 1970**

Paul Boulland (Centre d'histoire sociale du XXe siècle, UMR8058)

Entre 1962 et 1975, plusieurs dizaines de militants français suivirent les cours de « l'Ecole supérieure de sciences sociales » du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). Cette expérience de formation dans le monde communiste est peu ou mal connue, bien qu'elle n'ait nullement été couverte par le secret, au contraire de l'Ecole léniniste internationale (ELI) de l'entre-deux guerres. L'existence même de cette école peut surprendre, dans un contexte où le Mouvement communiste international (MCI) n'avait plus la structuration centralisée du Komintern et était traversé par les débats et les tensions. Cette méconnaissance tient avant tout aux sources actuellement disponibles, qui sont sans commune mesure avec les archives sur l'ELI, conservées au RGASPI. Dimitri Moulyssenko, ancien responsable du secteur francophone au sein des services du PCUS, affirme l'existence d'un fonds consacré à cette école au RGASPI dans la série 485<sup>1</sup>. Ces documents sont de fait mentionnés dans les inventaires généraux du RGASPI, mais restent fermés à la consultation, de même que leur inventaire détaillé. Côté français, il n'existe pas de fonds spécifique, notamment car Paul Courtieu, responsable du secteur éducation dans les années 1960, n'a pas laissé d'archives.

Le seul moyen de connaître cette école du point de vue français est de recouper les multiples sources biographiques disponibles au niveau central et fédéral (questionnaires et dossiers biographiques, listes de direction, etc) et les décisions concernant les cadres (notamment dans les procès-verbaux du secrétariat du

---

<sup>1</sup> Entretien avec Dimitri Moulyssenko, juin 2004, à Moscou.

P. Boulland, « Les Français à l'école de Moscou dans les années 1960-1970 », journée d'études « Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste », 5 mai 2007, Paris, CHS XXe siècle (Paris 1/CNRS).

PCF, qui mentionnent les élèves proposés<sup>2</sup>). Les PV du secrétariat gardent également la trace des principales décisions concernant la participation du PCF à cette école et sont de ce point de vue très utiles. Enfin, les sources orales permettent de recueillir les récits de certains anciens élèves.

Conséquence majeure du caractère à la fois dispersé et parcellaire des sources, il n'est pas possible, en l'état actuel, d'établir une liste totalement fiable des élèves français. Les candidats proposés sont connus, mais leur départ effectif ne peut être confirmé que par une série de recoupements précis qui ne sont pas toujours possibles. En fonction de ces difficultés, on peut distinguer une soixantaine de candidats proposés par la direction du PCF. Parmi eux, on a la certitude que 30 ont effectivement suivi la formation et, à l'inverse, on peut confirmer que quelques-uns ne s'y sont pas rendus. Toutefois, dans leur très grande majorité, ces candidats et élèves sont eux-mêmes relativement bien connus grâce aux enquêtes biographiques du Maitron et à celles que j'ai menées pour ma thèse, notamment à partir des dossiers biographiques.

L'expérience de la participation des militants français à l'Ecole supérieure des sciences sociales du PCUS peut être observée selon deux axes essentiels. Tout d'abord, on peut l'interroger comme un enjeu « diplomatique » de la relation entre le PCF et le PCUS ou, plus largement entre le PCF et le Mouvement communiste international. Ensuite, se pose l'enjeu de la formation elle-même, du point de vue institutionnel, comme instrument intégré au travail de production et de gestion du personnel militant du PCF, et du point de vue des élèves et de leur réception de cette formation.

---

<sup>2</sup> Archives départementales de Seine-Saint-Denis, procès-verbaux du secrétariat du PCF (261 J 5 1-51 en version numérique : 2 NUM 4/7-15)

### ***L'école supérieure du PCUS comme enjeu « diplomatique »***

La décision de l'ouverture de cette nouvelle école internationale s'inscrivait vraisemblablement dans la continuité de la conférence des 81 partis communistes à Moscou en novembre 1960, même si elle n'apparaît pas dans les résolutions publiées à l'issue de la conférence. Cette initiative pouvait bien sûr s'appuyer sur l'exemple de l'ELI mais aussi sur un précédent beaucoup plus récent, celui de l'école internationale des Komsomols à laquelle participèrent quelques élèves français dès la fin des années 1950. Parmi eux, on peut notamment signaler Paul et Monique Mercieca dont le couple se forma à l'occasion de leur passage à Moscou, en 1957-1958, de même que le couple constitué par Marcel et Rosette Benassi. Dans les années 1960 et jusqu'au début des années 1970, cette école des Komsomols continua d'exister parallèlement à l'école des cadres du PCUS. Toutefois, je ne pourrai aborder cet aspect car les archives du PCF sont encore plus lacunaires sur cette école et car je n'ai pas étudié les archives spécifiques des organisations de jeunesse.

L'ouverture de l'école aux militants des « partis frères » répondait assez directement à l'effort du PCUS pour resserrer les rangs du Mouvement communiste international et tenter d'imposer son leadership face à l'émergence de la dissidence chinoise. En l'absence de structure internationale permanente comparable au Komintern entre-deux guerres, la nouvelle école dépendait du PCUS, ce qui servait directement cet objectif. Le PCF donna son accord de principe à la participation de ses militants à l'issue de la réunion du secrétariat du PCF du 25 avril 1962, soit dans une période au cours de laquelle Maurice Thorez amorçait son rapprochement avec la ligne khrouchtchévienne, après la mise à l'écart de Laurent Casanova et Marcel Servin et après le XVI<sup>e</sup> congrès du PCF, en mai 1961. Quelques mois plus tard, le 3 juillet 1962, sept élèves furent désignés – deux pour un cursus d'un an et cinq pour un cursus de six mois. Ils débutèrent leur formation en septembre 1962.

En février 1963, le secrétariat souhaita modifier sa participation. Il informa le PCUS qu'il préférerait abandonner les cursus de six mois pour se concentrer sur le cursus d'un an, et prévoyait alors d'y envoyer quatre ou cinq élèves chaque année.

Il n'est pas possible d'évaluer avec certitude le nombre d'élèves effectivement envoyés chaque année, en raison des limites des sources évoquées précédemment. Toutefois le nombre de candidatures étudiées et validées par le secrétariat du PCF suffit à faire apparaître des variations. Entre 1962 et 1967, le nombre de candidatures reste dans le même ordre de grandeur : sept en 1962, qui tous ont suivi l'école ; cinq candidatures en 1963, dont au moins quatre suivirent effectivement le cursus ; huit candidatures en 1964 ; treize candidatures étudiées en 1965, ce qui constitue le maximum, avec au moins huit départs effectifs ; six candidatures en 1967.

En 1968, la question de l'école de Moscou vint devant le secrétariat en juin et juillet. Elle se télescopa donc avec la question de la situation en Tchécoslovaquie, alors que le PCF apportait un soutien prudent aux initiatives du parti tchèque, tout en s'efforçant de jouer la conciliation avec les soviétiques. Le 18 juin 1968, le secrétariat du PCF écarta, en des termes choisis et mesurés, la proposition du PCUS d'envoyer plus d'élèves et d'alimenter les différents cursus de l'école. L'argument avancé était celui de l'existence d'un système de formation propre au PCF, façon polie de contester la nécessité ou la supériorité du système de formation proposé par le PCUS. À l'inverse, le parti français exprima le souhait qu'une délégation soviétique vint étudier « l'expérience [du PCF] en matière d'éducation ». Conséquence de cette décision et des tensions croissantes avec les soviétiques, un seul élève fut proposé pour l'année 1968. Toutefois, il ne faut pas non plus écarter l'éventualité d'un poids du contexte français dans cette décision : après le mouvement social de mai-juin, peut-être craignait-on également de se priver de certains cadres pour plusieurs mois.

Entre 1969 et 1975, l'attitude du PCF à l'égard de l'école reflète les relations PCF-PCUS dans leur ensemble. Le PCF s'efforçait de limiter les retombées de sa désapprobation de 1968 et de conserver des liens à travers une participation à l'école qui fut elle aussi affectée par une mise à distance croissante. En 1969, le nombre de candidatures retrouva un niveau comparable à l'avant 1968, avec cinq candidats. De plus, le 15 avril 1969, le secrétariat du parti indiqua à la fédération de Paris qu'elle devait « réfléchir afin d'avoir plus régulièrement des élèves à cette école internationale car il est démontré qu'elle est très riche pour les militants qui y participent. » L'intérêt de cette école, la qualité de la formation semblaient donc être reconnus parmi les dirigeants du PCF. Pourtant, après 1971, le nombre d'élève connut une érosion très rapide : seulement trois candidats en 1972 et en 1973, un seul en 1974 et en 1975. Le dernier élève fut désigné le 3 juillet 1975, et il suivit effectivement les cours de l'école. La fin de la participation des militants français correspond très directement à l'entrée dans une phase de vives tensions entre français et soviétiques. Autre élément significatif, en juin 1974, le PCF accepta une rencontre avec le PCUS sur le contenu et le programme de l'école. Le parti devait être représenté par un membre du secteur éducation, mais le déroulement de la rencontre fut placé sous l'autorité de Jean Kanapa et de la Poles, signe que l'enjeu « diplomatique » prenait le pas sur celui de la formation.

Selon le témoignage de Marcel Zaidner, alors responsable aux cadres, l'école de Moscou était devenue, dans les années 1970, un lieu d'affrontements idéologiques, avec les soviétiques mais également avec les représentants d'autres partis communistes, notamment d'Amérique du Sud. Déjà en 1971, à son retour de l'école, Claude Llabres avait fourni un rapport sur son séjour qui encouragea la direction à réunir les élèves avant leur départ, afin qu'ils soient informés du déroulement du séjour et tout particulièrement des débats auxquels ils seraient confrontés.

P. Boulland, « Les Français à l'école de Moscou dans les années 1960-1970 », journée d'études « Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste », 5 mai 2007, Paris, CHS XXe siècle (Paris 1/CNRS).

Assez logiquement, la formation elle-même était traversée par les enjeux qui travaillaient le Mouvement communiste international. En 1962, le cours introductif d'histoire, dont la teneur apparaît à travers les notes de Guy Poussy, affichait une orientation khrouchtchévienne, en faveur de la coexistence pacifique ainsi que de la déclaration des 81 et contre le culte de la personnalité. Le cours insistait également sur le rôle dirigeant du PCUS et le centralisme démocratique dans le MCI. Staline était totalement absent des cours portant sur la période 1917-1938, au profit de Lénine et de Dimitrov, tandis que la ligne « classe contre classe » était dénoncée pour ses « erreurs ».

L'enjeu existait également côté français, puisque des représentants du parti étaient conviés pour présenter l'expérience et la situation du PCF au cours de l'école. Dans les années 1960, cette tâche était placée sous la responsabilité de Paul Courtieu, responsable du secteur éducation. En juin 1964, le secrétariat du CC lui demanda d'aménager son cours à Moscou en fonction des décisions du XVI<sup>e</sup> Congrès du PCF. La décision ne donne pas le détail de ces aménagements, mais on peut penser par exemple à l'abandon de la théorie de la paupérisation absolue ou à l'évolution des statuts du parti, qui figuraient parmi les décisions majeures de ce congrès.

Malgré la volonté originelle des soviétiques, l'école internationale des années 1960 ne pouvait donc pas jouer le rôle qui fut celui de l'Ecole léniniste internationale. Elle ne pouvait effectuer un travail d'homogénéisation et de diffusion du modèle politique et militant élaboré dans la matrice soviétique, dans la mesure où les partis communistes, et singulièrement le parti français, y participaient avec leur propre expérience et dans une certaine mesure pour y faire valoir leur spécificité. Cette nouvelle école ne pouvait pas lutter à elle seule contre les logiques de différenciation qui opéraient alors au sein du monde communiste.

### ***Les élèves français et leur sélection***

Ce constat amène à s'interroger sur les attentes des dirigeants du PCF à l'égard de la formation elle-même et sur le rôle qu'il lui attribuèrent dans le travail de gestion du personnel politique. Conformément au fonctionnement du parti, les candidatures étaient gérées par la Section de montée des cadres (SMC), dirigée dans les années 1960 par Léon Feix puis dans les années 1970 par Marcel Zaidner, seul puis comme adjoint de Gaston Plissonnier. Les fédérations du parti étaient sollicitées pour proposer des candidatures, examinées par la SMC et soumises au visa du secrétariat du PCF. Une question reste pour l'instant en suspens, celle de l'intervention des soviétiques dans ces processus. Exerçaient-ils leur propre contrôle biographique ou leur propre sélection sur les candidats proposés par le PCF ? Aucun élément ne permet actuellement d'affirmer l'existence d'un tel contrôle des soviétiques et, à mon avis, s'il a existé, ce contrôle ne fut que très limité.

Comme précédemment, on peut souligner l'inflexion introduite par l'année 1968, dans le choix des militants. Entre 1962 et 1967, le recrutement des élèves opéra parmi la génération montante des cadres fédéraux. Une petite minorité, comme René Piquet, Gérard Bordu ou Serge Paganelli était déjà membre du Comité central à son départ pour Moscou mais, pour l'essentiel, il s'agissait de cadres de stature fédérale, membres de secrétariats fédéraux ou dirigeants départementaux des Jeunesses communistes. La moitié d'entre eux avait adhéré entre 1950 et 1956 et avait entre 30 et 35 ans. Ils correspondaient donc à la génération qui avait entamé sa carrière militante au cours de la seconde moitié des années 1950 et commençait à accéder aux responsabilités fédérales et nationales dans les années 1960. Le cas des dirigeants fédéraux des organisations de jeunesse se détache particulièrement. Ils n'étaient pas envoyés à l'école des Komsomols car leur séjour à Moscou permettait au contraire d'articuler leur reconversion vers les directions fédérales du parti. Ces militants

bénéficiaient déjà d'une solide expérience du travail de direction au sein des JC et leur trajectoire différait de celle de militants qui s'élevaient uniquement dans le parti, par leur activité dans leur entreprise puis à la tête d'une section locale. Conséquence directe du niveau auquel s'opérait le recrutement, le profil des candidats à l'école reproduit celui des secrétariats fédéraux de l'époque : les femmes y sont très nettement minoritaires (environ 15% des candidatures) et les militants d'origine ouvrière dominant largement (plus de 72% des candidatures), et plus particulièrement les ouvriers qualifiés de la métallurgie (la moitié des candidats). On compte deux « paysans » et quatre employés parmi les candidatures examinées par la SMC, mais aucun enseignant.

Dans ces premières promotions, on constate enfin que le recrutement privilégiait les fédérations industrielles de premier plan. En 1962, toutes les fédérations de région parisienne étaient représentées parmi les élèves de l'école de six mois. Par la suite, elles occupèrent toujours une place prépondérante, à l'exception notable de la fédération de Paris. En 1963 et 1964, le recrutement s'orienta vers les grandes fédérations industrielles de province (Nord, Pas-de-Calais, Loire, Lorraine, Bouches du Rhône).

Au cours des années 1960, le recrutement des élèves était nettement tourné vers le renouvellement des cadres intermédiaires et supérieurs du parti, secrétaires fédéraux et membres du Comité central. Cette perspective correspondait au mouvement de renouvellement qui touchait alors ce type de responsabilités à l'époque, notamment autour du congrès de 1964 et dans les années suivantes. Le passage par l'école de Moscou apparaît donc alors comme un moyen d'affermir ou de faire émerger une nouvelle génération de cadres susceptibles de prendre place à la tête des fédérations et au sein de la direction centrale.

Après 1968, on retrouve la même structure sociale. La différence majeure est que l'on voit apparaître des militants occupant des responsabilités beaucoup moins importantes et âgés de moins de 30 ans. En 1971, la direction du PCF

insista d'ailleurs sur la nécessité d'envoyer de jeunes militants. Un exemple permet de l'illustrer. Jacky Laplume, partit suivre les cours de l'école en 1971, à l'âge de 24 ans. Il était alors membre du Comité fédéral de Seine-Saint-Denis et secrétaire de la section de La Courneuve. A son retour en France, il fut muté dans la Creuse, où il fut désigné premier secrétaire fédéral, avant d'entrer au Comité central en 1979.

Le vivier exploré pour le choix des élèves s'était élargi vers des niveaux de responsabilité moindres, sans que l'on puisse toutefois parler de prospection élargie, dans la mesure où le nombre d'élèves se resserre rapidement sur des effectifs très faibles. A terme, une partie de ces élèves fournirent des cadres importants du parti, au cours des années 1980. Cependant, à partir de 1969 et très nettement après 1971, la direction française fit un usage plus distant de l'école de Moscou, par le nombre d'élèves mais aussi par les perspectives de promotion qu'elle projetait sur cette formation.

La question de la formation déjà accumulée par les élèves avant leur départ est également importante. Dans les années 1960, la totalité des élèves avait déjà suivi l'école centrale d'un mois et l'école centrale de quatre mois, ce qui n'était plus le cas par la suite. Or, dans les années 1960, sous l'impulsion de Waldeck Rochet, l'effort de formation du PCF fut considérablement renforcé, comme le montre par exemple la massification du passage par les écoles centrales. Ainsi, l'école de Moscou intervenait véritablement comme une étape supplémentaire du cursus de formation communiste. Elle participait d'un mouvement qui conférait à la formation une place grandissante dans les processus de production du personnel politique.

Dans cette logique qui privilégiait la formation, particulièrement portée après 1964 par un secrétaire général passionné de philosophie et lui-même ancien élève de l'ELI, l'école de Moscou exerçait une attraction toute particulière car elle se présentait sous le modèle de l'université et non plus de l'école primaire.

Et il n'était certainement pas fortuit que cette attraction s'exerçât sur fond de développement de l'enseignement supérieur en France et de réhabilitation de l'université et des universitaires dans le PCF.

### ***Le séjour à Moscou et le déroulement de l'école***

L'école de Moscou se structurait en effet sur un modèle universitaire, qui apparaissait d'emblée dans son intitulé « d'école supérieure en sciences sociales » et se concrétisait dans les modalités du séjour et le cadre scolaire décrit par les témoins. Il convient toutefois d'apporter quelques précisions sur la façon dont les militants pouvaient envisager leur séjour. Au moment de leur départ, la quasi-totalité des élèves étaient permanents du PCF, quelques-uns étaient permanents syndicaux ou des organisations de jeunesse. Il n'y avait donc pas d'obstacles professionnels à leur départ, même s'il fallait bien sûr trouver des cadres capables de les remplacer dans leurs responsabilités militantes. Dans les années 1960, une partie non négligeable des élèves avait déjà eu l'occasion de séjourner à l'Est, notamment à l'occasion des Festivals mondiaux de la jeunesse, en URSS ou dans les démocraties populaires, et parfois à l'occasion de diverses délégations. De plus, le fait de s'absenter pour suivre une école n'était pas totalement une nouveauté, puisqu'ils avaient suivi des écoles centrales en France. Mais bien sûr la durée du séjour et l'éloignement étaient sans commune mesure. Les obstacles familiaux, notamment pour des cadres trentenaires, mariés et parents, étaient nécessairement importants et expliquent sans doute nombre de candidatures avortées. Ce fut le cas pour Guy Schmaus, secrétaire à la propagande des Hauts-de-Seine, proposé pour l'école en 1967, qui subit la pression de sa famille et renonça finalement à partir malgré son enthousiasme.

A Moscou, les élèves évoluaient dans un cadre universitaire. Ils étaient accueillis dans des locaux universitaires situés au Nord-Nord-Ouest de Moscou, près du métro Aéroport, en proche périphérie. Ils logeaient dans des chambres d'étudiant individuelles, sur le campus, et bénéficiaient d'une bourse avec

P. Boulland, « Les Français à l'école de Moscou dans les années 1960-1970 », journée d'études « Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste », 5 mai 2007, Paris, CHS XXe siècle (Paris 1/CNRS).

laquelle ils payaient leurs repas, etc. Sur leur temps libre, ils pouvaient circuler à leur guise dans Moscou. Notons que les élèves français bénéficiaient d'une carte d'identité soviétique établie à leur véritable nom, loin des pratiques clandestines de l'ELI.

Les enseignants étaient des universitaires soviétiques dont une partie seulement parlait français. Une traduction simultanée était donc indispensable, car l'apprentissage du russe était limité aux rudiments nécessaires à la vie courante. Il convient de signaler à ce propos qu'en 1962, les élèves français appartenaient à un groupe francophone qui comportait également des militants des partis communistes belge et martiniquais.

Les trois matières essentielles qui composaient l'enseignement étaient l'histoire du mouvement ouvrier international, l'économie politique et la philosophie. Il semble qu'il y avait également un volet consacré aux aspects pratiques du travail de direction et à l'échange sur l'expérience des différents partis communistes. Une partie de l'enseignement nous est connue grâce aux cahiers tenus à l'école par Guy Poussy, qui correspondent à l'école de six mois, dont il suivit les cours en 1962. Les cours d'économie politique et de philosophie y apparaissent plus denses que ceux d'histoire. René Piquet, élève de l'école d'un an en 1962 se souvient d'ailleurs s'être avant tout consacré aux cours de philosophie et d'économie politique, qu'il jugeait plus riches et plus stimulants. A l'inverse, il se déclarait plus réservé sur les cours d'histoire. Dans cette perspective, l'histoire aurait été perçue comme la matière reflétant le plus fortement les divergences, face à d'autres, perçues comme plus « théoriques » et apparemment détachées des querelles d'appréciations. En 1971, un autre élève confiait dans un courrier à sa direction fédérale que « l'étude était sérieuse et souvent même difficile ».

Le témoignage de Guy Poussy montre également qu'en 1962, les élèves français parurent quelques peu déroutés par le contraste avec les écoles centrales du PCF.

P. Boulland, « Les Français à l'école de Moscou dans les années 1960-1970 », journée d'études « Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste », 5 mai 2007, Paris, CHS XXe siècle (Paris 1/CNRS).

En effet, dans le rapport bilan présenté par Poussy, ils regrettèrent que les professeurs ne soient pas plus disponibles pour des échanges avec les élèves. Les élèves (les étudiants) de l'école de Moscou avaient déjà un rapport assez profondément ancré à la formation et au travail intellectuel. Tous étaient au moins titulaires du certificat d'études, et le plus souvent avaient poursuivi au-delà leur scolarité, dans la filière primaire supérieure ou au lycée ; ils avaient suivi des formations dans le parti et étaient globalement coutumiers du travail de lecture ou d'étude personnelle associé à leurs tâches de direction politique. Pourtant, ils se trouvaient tout de même confrontés aux exigences d'un fonctionnement universitaire, peut-être plus exigeant dans son contenu mais surtout requérant une plus grande autonomie d'apprentissage que l'environnement scolaire qu'ils avaient connu jusqu'alors, en l'occurrence celui des écoles centrales.

En 1971, le courrier de l'élève évoqué plus haut, indique que dans le dernier mois, chaque semaine était consacrée aux révisions d'une matière et conclue par des examens. D'après le témoignage de René Piquet, à l'issue de la première session, les soviétiques transmirent au PCF des appréciations sur les résultats des élèves. Nous n'en avons hélas trouvé aucune trace.

Le séjour en URSS s'achevait par un « stage pratique » hors de Moscou, avec diverses visites d'usines ou de kolkhozes, mais aussi avec un travail en direction des Soviétiques, sous la forme d'exposés présentés par les élèves Français. En 1962, les élèves se rendirent par exemple en Ouzbékistan, et en 1971, dans le Nord du Caucase.

L'école internationale des années 1960 était une expérience radicalement différente du modèle de l'ELI, à la fois travaillée en profondeur par les logiques de différenciation des communismes, et beaucoup plus tournée vers un public d'intellectuels. Les élèves de cette école, en tout cas pour le parti français,

P. Boulland, « Les Français à l'école de Moscou dans les années 1960-1970 », journée d'études « Ecoles, formation et itinéraires militants dans le monde communiste », 5 mai 2007, Paris, CHS XXe siècle (Paris 1/CNRS).

étaient déjà entrés de plein pied dans le travail intellectuel partisan, par la formation accumulée et par les responsabilités qu'ils occupaient. On n'observe pas le même « gâchis » que pour le cas des élèves de l'ELI entre-deux guerres. Au contraire, les anciens élèves gagnaient à leur retour en visibilité dans les processus de promotion. Ils accédèrent à des responsabilités de premier plan dans leur fédération, dans la direction centrale ou dans ses services, comme collaborateurs du Comité central par exemple. En ce sens, le modèle universitaire de cette école traduisait l'accumulation et le développement du travail de formation dans le monde communiste, depuis l'expérience originelle de l'ELI.